



**COMMUNE DE SOYE**  
**9 PLACE DE L'EGLISE**  
**25250 SOYE**  
**☎ 03.81.92.87.24**

**REHABILITATION DU PRESBYTERE DE SOYE (25)**  
**SITUE AU 9 PLACE DE L'EGLISE**  
**25250 SOYE**

**C.C.T.P.**  
**Cahier des Clauses Techniques Particulières**

**LOT 01 – DESAIANTAGE / DEPLOMBAGE**

<i>Architecte</i>	<i>Bureau d'Etudes Techniques</i>
<b>SOLMON François</b> 16 rue Charles Lalance 25 200 MONTBELIARD ☎ 03.81.31.22.49 <a href="mailto:solmon@icobet.com">solmon@icobet.com</a>	<b>ESPACE INGB</b> 1 rue Morimont 90000 Belfort ☎ 03.84.21.32.32 <a href="mailto:bureau@espace-ingb.com">bureau@espace-ingb.com</a>

**JUILLET 2025**  
**023.0099**

## SOMMAIRE

I.	GENERALITES .....	4
I.1.	Prescriptions communes à tous les lots .....	4
I.1.1.	Réglementations .....	4
I.1.2.	Obligations des entreprises vis à vis des documents remis .....	4
I.1.3.	Notes de calcul et plans de fabrication .....	5
I.1.4.	Maquettes et échantillons .....	5
I.1.5.	Essais .....	5
I.1.6.	Connaissance des plans .....	5
I.1.7.	Connaissance et réception des lieux .....	6
I.1.8.	Réception des travaux.....	6
I.1.9.	Pièces dues par l'entreprise .....	6
I.2.	Règlements, normes et bases de calcul .....	7
I.3.	Obligations de l'entreprise.....	7
I.3.1.	Connaissance des lieux .....	7
I.3.2.	Qualification .....	8
I.3.3.	Responsabilité.....	8
I.4.	Installation de chantier .....	9
I.5.	Compte prorata.....	9
I.6.	Travaux prévus au présent lot .....	9
I.7.	Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.) .....	9
I.8.	Travaux prévus au présent lot .....	9
II.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES .....	10
II.1.	Localisation, définition des ouvrages .....	10
II.2.	Limite des prestations .....	10
II.2.1.	Prestations dues au présent lot.....	10
II.3.	Qualifications de l'entreprise.....	10
II.4.	Obligation de résultat.....	10
II.5.	Coordination .....	10
III.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES .....	11
III.1.	Désamiantage.....	12
III.1.1.	Plan de retrait .....	12
III.1.2.	Préparations.....	13
III.1.2.1.	Isolement des zones de chantier - Signalisation – balisage.....	13
III.1.2.2.	Repérages préalables aux travaux .....	13
III.1.2.3.	Zone de stockage temporaire des déchets .....	13
III.1.2.4.	Installation de décontamination .....	13
III.1.2.5.	Moyens de Protection Collective .....	14
III.1.2.6.	Protections individuelles .....	14
III.1.2.7.	Protections des surfaces et confinements .....	15
III.1.3.	Retrait de produits contenant de l'amiante .....	15
III.1.3.1.	Faïence .....	16
III.1.4.	Vérification, analyses, mesures.....	16
III.1.5.	Rapport de fin de travaux.....	18
III.2.	Déplombage.....	19
III.2.1.	Modes opératoires .....	19
III.2.2.	Préparations.....	19
III.2.2.1.	Isolement des zones de chantier - Signalisation – balisage.....	19
III.2.2.2.	Repérages préalables aux travaux .....	20
III.2.2.3.	Zone de stockage des déchets.....	20
III.2.2.4.	Installation de décontamination .....	20
III.2.2.5.	Protections individuelles .....	20
III.2.2.6.	Protections des surfaces et confinements .....	21
III.2.3.	Retrait de produits contenant du plomb .....	21

III.2.4.	Vérifications, analyses, mesures .....	22
III.2.5.	Rapport de fin de travaux.....	22
III.3.	Installation de chantier.....	22

## **I. GENERALITES**

Le présent document a pour objet la définition des ouvrages à réaliser et les fournitures à mettre en œuvre pour l'exécution du lot

### **DESAMIANPAGE / DEPLOMBAGE**

du projet de Réhabilitation de l'ancien presbytère situé 9 place de l'Eglise à SOYE (25250) pour le compte de la Commune de SOYE.

#### **I.1. Prescriptions communes à tous les lots**

##### **I.1.1. Réglementations**

L'ensemble des études et des travaux sera mené en parfaite concordance avec l'ensemble des documents officiels en vigueur applicables au bâtiment, détaillés dans le chapitre "Spécifications Techniques" relatif à chaque lot et qui regroupent :

- Les textes législatifs et réglementaires applicables au bâtiment
- Les Documents Techniques Unifiés établis par le groupe D.T.U. et édités par le C.S.T.B.
- Les avis techniques délivrés par le C.S.T.B.
- Les normes françaises et Européennes.

##### **I.1.2. Obligations des entreprises vis à vis des documents remis**

Les entreprises devront obligatoirement suivre la présente description des ouvrages et les plans qui lui sont fournis.

Toutefois, il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

Le dimensionnement des divers éléments de la construction et les dispositions prévues seront sauf obstacle et/ou impossibilité dûment signalés et écrits par l'entreprise au Maître d'Œuvre.

Quoiqu'il en soit, les entreprises devront toutes vérifications des éléments.

Toutefois, il convient de signaler que le présent CCTP reste prioritaire sur les plans.

Les plans et le présent CCTP se complètent réciproquement, sans que les entreprises puissent faire état, après remise de leurs offres, d'une discordance éventuelle qu'elles n'auraient pas signalée en temps utile.

Les entreprises sont tenues de signaler par écrit au Maître d'Œuvre, les erreurs ou omissions, au fur et à mesure qu'elles les relèvent.

Les erreurs ou omissions signalées après remise des offres ne pourront plus donner lieu à des dépenses supplémentaires pour assurer un parfait achèvement des ouvrages. De même, une entreprise ne pourra se prévaloir d'une omission dans la description des ouvrages concernant son lot.

Les calculs, qualité des matériaux mis en œuvre, ainsi que la réalisation des travaux, objet du présent CCTP, seront conformes aux "Règles de l'Art", règlements et normes en vigueur.

Il est précisé que les entreprises devront obligatoirement répondre sur la solution de base décrite dans le présent dossier et doivent chiffrer obligatoirement les éventuelles variantes exigées.

Enfin, les entreprises pourront proposer au Maître d'Œuvre toutes les solutions pouvant apporter des améliorations techniques ou financières.

#### **I.1.3. Notes de calcul et plans de fabrication**

Ils seront remis à l'agrément du Maître d'Œuvre. Toutefois, ces agréments ne diminuent en rien la responsabilité des entreprises.

Les entreprises resteront responsables de toutes les erreurs qu'elles auraient pu commettre dans l'interprétation des plans, ainsi que des erreurs ultérieures qui pourraient être commises au cours de l'exécution.

Les travaux ne seront en aucune façon commencés si les entreprises n'ont pas reçu l'accord du Maître d'Œuvre, sur leurs documents.

Eventuellement, et sans qu'il puisse en résulter une augmentation de prix forfaitaire, les entreprises seront tenues d'apporter à ce dossier toutes modifications de détails que le Maître d'Œuvre et les organismes de contrôles jugeraient indispensables pour l'intérêt et la sécurité de l'ouvrage.

#### **I.1.4. Maquettes et échantillons**

A toute demande du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, les entreprises devront présenter tous les échantillons de matériaux, d'appareillages ou composants, et ne procéderaient aux opérations définitives de mise en œuvre qu'après accord formel de ceux-ci.

#### **I.1.5. Essais**

Les essais pourront être effectués sur les ouvrages mis en œuvre.

Les frais afférents aux essais explicitement prescrits dans le présent dossier seront à la charge de l'entreprise du lot correspondant.

De plus, des essais complémentaires pourront être réalisés périodiquement au moment et à l'emplacement définis par le Maître d'Œuvre.

Le nombre de ces essais n'est pas limitatif.

Les frais afférents à ces essais seront à la charge de l'entreprise.

#### **I.1.6. Connaissance des plans**

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants, s'il s'agit de rénovation ou s'il existe une mitoyenneté.

**I.1.7. Connaissance et réception des lieux**

Le fait de commencer les travaux, suppose que l'entrepreneur accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait demander l'inscription en P.V au coordinateur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

**I.1.8. Réception des travaux**

Se référer au C.C.A.P.

**I.1.9. Pièces dues par l'entreprise****Avant commencement des travaux :**

L'entreprise précisera les matériels choisis par elle et en fournira les fiches de présentation technique et commerciale.

**Avec son offre**

L'entrepreneur du présent lot devra fournir au Maître d'Œuvre toutes les documentations des matériaux qu'il compte mettre en œuvre dans le cas où ceux-ci sont différents de ceux indiqués au présent document.

En particulier, il présentera et fournira une description détaillée du produit et des méthodes d'application émanant du fabricant qui pourraient entraîner des modifications du projet de base, auxquelles l'entreprise du présent lot devra strictement se conformer lors de l'exécution des travaux, ceci dans le but de permettre au Maître d'Œuvre d'apprécier les conséquences relatives au déroulement des travaux futurs

Son offre sera réputée conforme à la réglementation en vigueur et établie après avoir pris connaissance des différentes contraintes techniques applicables à ce projet notamment la stabilité au feu de ses ouvrages.

**Nota**

L'entreprise précisera les matériels choisis par elle et en fournira les fiches de présentation technique et commerciale.

**En début de chantier**

L'entrepreneur du présent lot devra fournir dans le cadre du calendrier des études, tous les plans de fabrication avec une description détaillée des produits et des méthodes d'application émanant du fabricant lesquels devront apporter toutes les précisions nécessaires quant aux applications, mode de traitement, remplacement de pièces dégradées, etc...

Auparavant, ces plans seront soumis à l'approbation et au contrôle du maître d'œuvre et éventuellement des organismes de Contrôle.

Les plans présentés pour approbation et contrôle seront le résultat d'une étude de coordination technique entre les divers corps d'état concernés.

L'entrepreneur fournira dans un délai de 15 jours après la signature des marchés, la description détaillée des produits et des méthodes d'application émanant du fabricant, ainsi que l'ensemble des documents techniques demandés par le Maître d'Œuvre, notamment les justifications techniques et notes de calcul correspondant aux ouvrages à mettre en œuvre.

L'entrepreneur précisera et garantira sur les ouvrages leurs destinations, leurs conditions d'exploitation (hygrométrie, agressivité des matières stockées, etc...) leur classification vis à vis des règlements de sécurité.

**En cours de chantier**

L'entrepreneur du présent lot apportera toutes précisions et plans de détails pour une parfaite coordination. Il s'informer des différents essais prescrits en cours de chantier. A la demande du Maître d'Œuvre pourront être réclamés les détails nécessaires à la compréhension.

**En fin de chantier**

L'entreprise fournira les DOE conformément au CCAP.

**Nota**

L'entrepreneur du présent lot aura à sa charge :

- les plans de fabrication de ses ouvrages
- la coordination technique avec les autres corps d'état
- la participation aux diverses réunions techniques
- la fourniture de plans et tirages en autant d'exemplaires que nécessaire à la bonne marche du chantier.

**A réception des travaux :**

L'entreprise fournira les fiches techniques du matériel en nombre suffisant pour les différents occupants, ainsi que les adresses des fournisseurs régionaux et entreprises susceptibles d'assurer l'entretien.

L'entreprise fournira les dossiers D.O.E.

**I.2. Règlements, normes et bases de calcul**

Les entreprises seront tenues de respecter les normes et réglementations en vigueur, à savoir :

- Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
- Normes françaises et Eurocodes
- Arrêtés et Décrets
- Prescriptions des fabricants
- Règlements départementaux
- Règlements municipaux
- Code du travail
- L'ensemble des normes françaises définissant les produits entrant dans l'exécution des travaux du présent lot et selon les Règles de l'Art.
- Normes de l'exploitant

**I.3. Obligations de l'entreprise****I.3.1. Connaissance des lieux**

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, lui sont parfaitement connus le terrain et ses sujétions propres, les contraintes relatives aux constructions voisines, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur ses prix.

L'entreprise assure l'entière responsabilité des travaux qu'elle exécute.

En outre, et ce dès la remise des offres, l'entreprise fera toutes les remarques nécessaires concernant les exigences des prestations imposées par les réglementations, normes, règles de l'art, services concessionnaires et administrations et qui ne figuraient pas sur les documents constituant le présent dossier.

En phase travaux, l'entrepreneur doit faire, le cas échéant, par écrit, toutes les remarques sur les directives qu'il reçoit du Maître d'œuvre, étant entendu qu'il supporte l'entière responsabilité des travaux exécutés par lui à partir de directives qui n'avaient pas fait d'observation de sa part.

L'entrepreneur chargé des travaux prendra possession du chantier comme il se présentera et l'acceptera tel quel. Il fera son affaire de toute entente avec les autres entreprises travaillant sur le chantier, ainsi qu'avec les différents services communautaires et avec les usagers et propriétaires riverains du chantier. Une coordination étroite avec les entreprises travaillant sur le site est indispensable. Elle se fera à l'initiative de l'entreprise dans le respect du planning des travaux.

L'entrepreneur devra veiller à ce que le déroulement de ses travaux ne cause aucun dégât à la végétation existante à conserver, aux ouvrages classés, aux ouvrages existants ou en cours d'exécution ainsi qu'aux canalisations aériennes ou souterraines, quelle que soit leur nature.

Tout dégât ainsi constaté et imputé à la responsabilité de l'entrepreneur sera chiffré et déduit du montant du règlement définitif. En particulier si des arbres venaient à être endommagés au point de nécessiter leur abattage, celui-ci sera affecté aux frais de l'entrepreneur, les grumes restant propriété du maître d'ouvrage. En tout état de cause, toute blessure occasionnée aux arbres ou leur destruction sera soumise à des frais d'indemnisation, conformément au barème en vigueur.

### **I.3.2. Qualification**

L'entreprise devra avoir obligatoirement la qualification professionnelle délivrée par l'OPQCB ou similaire.

Elle devra détenir les qualifications RGE QUALIBAT ou équivalent en lien pour les travaux de Chauffage, Ventilation et d'isolation.

L'entreprise devra également disposer de l'Habilitation SS4 pour toute intervention sur un chantier susceptible de les exposer à des fibres d'amiante.

### **I.3.3. Responsabilité**

L'entreprise demeurera responsable des dégradations causées dans l'enceinte du bâtiment. Il reste bien entendu que l'entreprise du présent lot sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.



**I.4. Installation de chantier**

Ce poste recouvre des prestations réparties dans le temps.

Le titulaire du présent marché devra réaliser :

- le PPSPS concernant ses propres travaux,
- l'exécution des sondages géotechniques complémentaires qu'il souhaite réaliser,
- l'exécution des prescriptions du P.G.C. qui lui sont applicables, ainsi que celle du CCAP
- la participation obligatoire aux réunions de chantier auxquelles il est convié,
- la réalisation des DICT,
- le repliement des installations de chantier.

**I.5. Compte prorata**

Se référer au C.C.A.P.

**I.6. Travaux prévus au présent lot**

Les travaux prévus au présent lot sont nets, forfaitaires et incluent toutes les sujétions pouvant être rencontrées avant, en cours et après l'exécution des travaux.

**I.7. Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.)**

L'entreprise devra se conformer scrupuleusement aux recommandations contenues dans le P.G.C.S.P.S. joint au dossier de consultation.

**I.8. Travaux prévus au présent lot**

Les travaux prévus au présent lot sont nets, forfaitaires et incluent toutes les sujétions pouvant être rencontrées avant, en cours et après l'exécution des travaux.

## **II. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES**

### **II.1. Localisation, définition des ouvrages**

La localisation des ouvrages résulte des plans, coupes et détails divers établis par l'Architecte. Le présent CCTP complétant ceux-ci en ce qui concerne la nature des matériaux et leur mise en œuvre.

Il appartient à l'entreprise du présent lot de prendre connaissance des CCTP des autres corps d'états pour connaître les ouvrages à partir desquels elle exécutera les travaux de son lot.

### **II.2. Limite des prestations**

#### **II.2.1. Prestations dues au présent lot**

- Le respect des réglementations en vigueur, garantissant le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre contre tous recours,
- Les études, les analyses et l'évaluation des risques,
- La définition des processus et des niveaux d'empoussièrement attendus,
- La rédaction du plan de retrait et du mode opératoire, et leurs transmissions aux organismes compétents,
- Les installations de chantier spécifiquement prévues pour le présent lot,
- Toutes les dispositions pour ne pas dépasser les seuils réglementaires d'exposition en vigueur,
- Le retrait de tous les matériaux amiantés énumérés dans le rapport amiante joint au DCE,
- Le retrait de tous les matériaux plombés énumérés dans le rapport plomb joint au DCE,
- Tous les contrôles, analyses et mesures d'empoussièrement réglementaires, à réaliser par un organisme accrédité,
- La gestion des déchets,
- L'enregistrement et la traçabilité des documents.

### **II.3. Qualifications de l'entreprise**

Tous les intervenants de l'entreprise disposeront d'une qualification spécifique SS3 et d'une qualification spécifique de déplombage, délivrée par un organisme agréé.

La possession de la qualification QUALIBAT 1552 (ou équivalent) est obligatoire.

### **II.4. Obligation de résultat**

Le fait de formuler une offre implique l'acceptation sans réserve des conditions d'exécution du marché. L'Entrepreneur sera titulaire d'une assurance responsabilité civile garantissant le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre contre tous recours.

### **II.5. Coordination**

Dès le démarrage du chantier, l'entreprise du présent lot prendra tous les contacts nécessaires avec les représentants des autres corps d'état pour coordonner la conception et l'exécution de ses ouvrages.

Cette coordination s'effectuera de manière assidue à la diligence du déroulement des travaux et avant l'enclenchement des différentes tâches, de telle sorte qu'elle n'entraîne aucun retard du calendrier d'exécution des travaux tous corps d'état.

### III. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

#### PRESENTATION DE L'OUVRAGE

Les travaux ont pour objet de réhabiliter un ancien presbytère de SOYE qui sera raccordé au réseau de chaleur communal.

L'ancien presbytère est actuellement composé de :

- Le secrétariat de la mairie au RdC
- 1 logement au RdC (T2),
- 2 caves au RdC,
- L'ancien local de la bibliothèque au R+1,
- 2 logements au R+1 (T2 et T3),
- 1 comble perdu.

Les travaux consistent à réhabiliter le bâtiment afin de créer :

- Créer une sous-station de chauffage au RdC.
- Les locaux de la mairie au RdeC,
- 1 logement au RdC (1T4),
- 2 logements au R+1 (T2 et T4),

#### Nota amiante :

L'entreprise devra prendre connaissance du rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux, en date du 05/03/2025, références 25/03/SOYE/0358 réalisé par ACTV'EXPERTISE

#### Nota plomb :

L'entreprise devra prendre connaissance du rapport de repérage des matériaux et revêtements contenant du plomb avant travaux, en date du 05/03/2025, références 25/03/SOYE/0358 réalisé par ACTV'EXPERTISE

#### REGLEMENTATION THERMIQUE

Conformément à la **Réglementation Thermique RTex niveau BBC RENOVATION**, des tests d'étanchéité à l'air seront réalisés en fin de travaux. Chaque corps d'Etat devra traiter et assurer l'étanchéité à l'air de tous ses percements. Seront inclus dans l'offre du présent lot :

- La mise en œuvre soignée de tous les matériaux spécifiques et adéquats à l'étanchéité à l'air, comprenant notamment scotchs, colles, enduits, membranes, joints, résines...
- Toutes les sujétions pour traiter soigneusement l'ensemble des points singuliers conformément aux DTU et aux Normes en vigueur.

#### RAPPEL objectif test d'étanchéité :

Perméabilité à l'air maximum de : **1.20 m<sup>3</sup>/h.m<sup>2</sup> sous 4 Pascal** (de paroi froide)

#### IMPORTANT

1. Les échantillons des matériaux proposés en clos et couvert par les entreprises seront remis et validés par l'UDAP. Toutes les variantes seront présentées à l'UDAP avant validation.
2. Le bâtiment est libre de tout occupant et activité.
3. Visite obligatoire avant de remettre une offre.
4. L'entrepreneur reconnaîtra s'être rendu sur place ou avoir fait toutes les constatations ou demander des renseignements complémentaires avant adjudication. Il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux tels qu'ils sont pour réclamer une indemnité ou demander d'éventuelles rémunérations pour

travaux supplémentaires. Tous les travaux décrits et ceux non décrits, mais nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages, font partie des prestations de l'entreprise titulaire, sachant que le montant est forfaitaire.

5. Cette liste n'est pas limitative. Dans le cas d'oublis ou d'erreurs, l'entreprise est tenue de le signaler
6. Les dimensions indiquées dans le présent descriptif sont approximatives, elles servent essentiellement à faciliter le repérage.  
Avant toute mise en fabrication, l'entreprise devra vérifier les côtes du « brut » Gros Œuvre.
7. L'entreprise du présent lot devra se conformer scrupuleusement aux recommandations contenues dans le PGCSPPS joint au dossier de consultation.

### **III.1. Désamiantage**

#### **NOTA**

1. L'entrepreneur doit le retrait de tous les matériaux et produits contenant de l'amiante présents sur site avant intervention des autres corps d'état
2. L'entrepreneur aura, avant de remettre son offre, analysé et évalué les risques en fonction de ses processus.
3. Le titulaire précisera dans son offre les processus qu'il prévoit de mettre en œuvre, ainsi que l'empoussièrement attendu (et son niveau correspondant) pour chacun de ses processus.  
L'entrepreneur mettra en œuvre tous les moyens de protection collective adapté à la nature des travaux, conformément au décret du 4 mai 2012. Ces moyens de protection permettront d'éviter la dispersion de fibre amiante en dehors des zones de travail et d'abaisser la concentration en fibres d'amiante au niveau le plus bas techniquement possible, et ce, dès la phase de préparation.
4. L'entrepreneur fera toutes les investigations et vérifications nécessaires qu'il juge utile pour la constitution de son offre qui est forfaitaire
5. **Nous rappelons que le nombre de fibres d'amiante (hors zones de travail) ne doit jamais dépasser le seuil réglementaire fixé à 5 fibres par litre d'air, et que la valeur limite d'exposition professionnelle ne doit jamais dépasser 10 f/litre sur 8 heures.**
6. **Nous rappelons que tous les intervenants de l'entreprise disposeront d'une qualification spécifique SS3 délivrée par un organisme agréé**

#### **III.1.1. Plan de retrait**

**Impératif : ce document sera envoyé 1 mois avant les travaux de désamiantage (copie du bordereau d'envoi à fournir au Maître d'Œuvre)**

Le titulaire doit établir son plan de retrait et l'envoyer aux services compétents à :

- L'inspection du travail
- La médecine du travail
- Le CHSCT
- La CARSAT
- L'OPPBTP

Le plan de retrait précisera tous les points énumérés dans les décrets n°2012-639 et 2013-594 (et leurs consolidations), comprenant notamment :

- Localisations et quantités d'amiante à manipuler
- Lieu et environnement du chantier
- Date de commencement des travaux et durée probable des travaux
- Liste des travailleurs impliqués
- Descriptif des processus
- L'empoussièrement attendu (nombre prévisionnel de fibres par litre évalué) et son niveau correspondant, après avoir évalué les risques en fonction des processus
- Programme des mesures d'empoussièrement
- Stratégie d'échantillonnage
- Modalité des contrôles d'empoussièrement

- Durée vacations et temps de travail
- Caractéristiques des EPI et des équipements pour l'évacuation des déchets
- Procédures de décontamination et de gestion des déchets
- Analyse globale des risques
- Dossier technique de repérage
- Notice de poste
- Bilan aéraulique prévisionnel (non exhaustif)

Le plan de retrait sera tenu à disposition dans la base vie et pourra être consultable à tous moments.  
Le rapport sera mis à jour à chaque modification de processus.

### III.1.2. Préparations

#### III.1.2.1. Isolement des zones de chantier - Signalisation – balisage

Le chantier de désamiantage / déplombage devra être réalisé en garantissant l'absence formelle d'intrusion aux personnes non habilitées.

Le titulaire mettra en œuvre, en complément des clôtures de chantier périphériques prévues au lot 03, des clôtures de chantier type HERAS en périphérie des zones à traiter.

Les accès aux zones de travaux seront systématiquement contrôlés par l'entreprise titulaire.

Tous les affichages réglementaires de signalisation seront prévus. Des panneaux explicites et réglementaires sont apposés en nombre suffisant pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, et signaler les risques des chantiers.

#### III.1.2.2. Repérages préalables aux travaux

Nous rappelons que le titulaire devra le repérage très visible des matériaux amiantés (à l'aide de bombes de peinture ou autre)

#### III.1.2.3. Zone de stockage temporaire des déchets

Une zone de stockage temporaire des déchets pourra être réalisée à l'intérieur du chantier clos sous les conditions suivantes :

- Mise en place de clôtures périphériques (venant créer une zone secondaire close) munies de tous les balisages réglementaires en nombre suffisant et renseignant la qualité des déchets.
- Stockage des big-bag sur palettes
- Ensachage et protections aux UV suivant les Normes en vigueur.

#### III.1.2.4. Installation de décontamination

Les installations de décontamination du personnel et les installations de décontamination des équipements de travail et déchets seront conformes en tout point à l'arrêté du 8 avril 2013.

Elles seront conçues, équipées, entretenues et ventilées en fonction du niveau d'empoussièrement attendu, avec contrôles en cours de chantier.

Ces installations seront ventilées suivant Normes en vigueur, pour empêcher tout transfert de pollution en dehors de la zone de travail.

Les installations de décontamination du personnel comprendront au minima 5 compartiments (dont 2 douches), seront alimentées en eau, chauffées et comprendront un vestiaire d'approche et une zone de récupération dans leurs prolongements immédiats.

#### NOTA

Si, et seulement si, un processus fait l'objet d'un niveau d'empoussièrement 1 (à savoir de 0 à 100 f/L), le titulaire pourra mettre en œuvre une zone de décontamination à la sortie de la zone des travaux permettant l'aspiration au moyen d'un aspirateur équipé d'un filtre THE et le mouillage par aspersion de la combinaison. Cette installation aura par ailleurs une douche d'hygiène.

#### III.1.2.5. Moyens de Protection Collective

L'employeur mettra en place tous les moyens de protection collective adaptés à la nature des opérations à réaliser permettant d'éviter la dispersion de fibres d'amiante à l'extérieur de la zone de travail et d'abaisser la concentration en fibres d'amiante au niveau le plus bas techniquement possible, et ce, dès la phase de préparation.

#### III.1.2.6. Protections individuelles

Le choix, l'entretien et la vérification des Equipements de Protections Individuelles (EPI) seront conformes à l'arrêté du 7 mars 2013.

Les EPI seront choisis en fonction du niveau d'empoussièrement attendu, avec contrôles en cours de chantier.

Tous les EPI seront adaptés aux conditions de l'opération et à la morphologie des travailleurs. Ils seront utilisés et entretenus par des travailleurs formés.

Après chaque utilisation, les consommables seront considérés et traités comme des déchets amiantés.

##### Vêtements de protection

Port obligatoire des vêtements de protection réservés à l'usage du retrait des produits amiantés (résistance à la pénétration des poussières d'amiante) à savoir :

- Combinaison à usage unique avec capuche de type 5, aux coutures recouvertes et soudées, fermée au cou, aux chevilles et aux poignets
- Gants étanches
- Chaussures et surchaussures à usage unique, étanches aux particules

##### Appareils de Protection Respiratoire

Port obligatoire d'un APR filtrant à ventilation assistée TMP3 avec masque complet.

Rappel : pour permettre des vacations de 2h30 : adduction d'air obligatoire dès  $e > 800$  F/L, tenue étanche ventilée dès  $e > 3300$  F/L

Avant chaque utilisation, les APR seront vérifiés (contrôle de l'état général, du bon fonctionnement...),

Après chaque utilisation, les APR seront décontaminés.

##### Conditions / suivi

Les conditions de travail et le suivi de l'exposition seront soumis à l'avis du médecin du travail.

La durée maximale d'une vacation n'excède pas 2h30.

La durée maximale quotidienne des vacations n'excède pas 6h00.

L'entrepreneur établit également une fiche d'exposition amiante pour chaque travailleur exposé.

Tous les travailleurs seront formés par un organisme agréé.

### III.1.2.7. Protections des surfaces et confinements

La protection des surfaces et/ou le confinement seront conformes à l'arrêté du 8 avril 2013.

Ils seront choisis en fonction du niveau d'empoussièrement attendu, avec contrôles en cours de chantier.

L'entreprise installera un dispositif complet de calfeutrement de la zone de retrait et d'isolement vis-à-vis de l'environnement extérieur, comprenant :

- Un dispositif de fermeture des ouvrants et gaines donnant sur l'extérieur (film polyane approprié à la nature des contraintes qu'il est susceptible de subir)
- Un calfeutrement des zones de retrait pour neutraliser et obturer toutes les ouvertures pouvant être à l'origine d'un échange d'air à l'intérieur et l'extérieur
- Protection des séparations physiques dans les zones de travail par un film de propreté adapté
- Dispositif de confinement dynamique pour mise en dépression de la zone de retrait (mise en œuvre d'extracteurs d'air équipés de filtres THE de type HEPA au minima H13)
  - Cette dépression est mesurée au moyen d'un analyseur de dépression
  - Cette dépression sera réglée avant désamiantage à un niveau compris entre 10 et 20 Pa. La pression ne sera jamais inférieure à 10 Pa
  - Les extracteurs assureront un débit d'air permettant d'obtenir un renouvellement de l'air de la zone de travail supérieur à 6 volumes par heure en niveau 2 et à 10 volumes par heure en niveau 3. Il sera mis en œuvre un extracteur de secours. Les alimentations électriques seront équipées de dispositifs de secours
- En fin d'installation des calfeutlements, vérification de l'étanchéité, du renouvellement d'air et gestion des zones mortes par tous les moyens nécessaires (test de fumée, anémomètre, thermomètre, contrôleur d'air, etc...)

#### **NOTA**

Si, et seulement si, les travaux font l'objet d'un niveau d'empoussièrement 1 (à s'avoir de 0 à 100 f/L), le titulaire pourra apposer simplement un dispositif de protection résistant et étanche (film de propreté) sur les surfaces, les structures et les équipements présents non concernés par l'opération, non décontaminables, et susceptibles d'être pollués.

### III.1.3. **Retrait de produits contenant de l'amiante**

#### **NOTA**

1. Le titulaire prendra parfaite connaissance du rapport amiante avant travaux fourni en annexe réalisé par ACTV'EXPERTISE références 25/03/SOYE/0358 en date du 05/03/2025,
2. Le titulaire est en charge de vérifier les quantités définies dans la DPGF en prenant parfaite connaissance du diagnostic amiante fournis en annexe et en se rendant sur les lieux. Aucune plus-value ne sera accordée en cas de problème de quantité.
3. Les descriptions et localisations précises sont fournies dans le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux.
4. Les méthodologies de dépose ci-après non pas de caractères limitatifs. Nous rappelons que les processus sont au choix et sous la responsabilité de l'entreprise titulaire.  
Les processus (pour chacun des éléments) seront conformes aux obligations réglementaires et devront obligatoirement être réalisés comme décrit par le titulaire dans son plan de retrait.
5. Les processus retenus pour ces chantiers seront impérativement appuyés à partir de chantiers test déjà réalisés

III.1.3.1. FaïenceMéthodologie d'intervention

1. Humidification abondante des murs avant le début du retrait, application d'un surfactant et aspiration à la source à l'aide d'un aspirateur à filtration absolue
2. Dépose manuelle sans casse de l'ensemble des faïences amiantées
3. Mise à nu des murs par le retrait des colles, des revêtements muraux et du plâtre jusqu'au support sain (mur brut) au moyen d'une grenailleuse, d'une raboteuse ou équivalent couplée à un aspirateur à filtration absolu de grande capacité. Une attention particulière est portée à la réalisation des finitions de retrait au droit des murs, des cloisons et des rives
4. Ensachage de tous les ouvrages déposés au fur et à mesure de l'avancement (contenance 15 kg maximum)
5. Double ensachage en sortie de zone par le sas matériel en fin de poste
6. Mise des sacs en big-bag
7. Transport des déchets en zone de stockage chantier prévue à cet effet
8. Nettoyage par aspiration de la zone de travail
9. Surfactage de la zone travaux et des supports
10. Evacuation des déchets en CSDD par camions de transport conformes à l'ADR.

Compris toutes préconisations demandées par l'inspection du travail, la médecine du travail, le CHSCT, la CARSAT et l'OPPBTP et sujétions pour une réalisation suivant les Règles de l'Art et Normes en vigueur.

**Localisation**

Suivant rapport amiante : cuisine rez-de-chaussée (1,10 m<sup>2</sup>)

III.1.4. **Vérification, analyses, mesures**Vérifications et Contrôles

Les résultats des contrôles seront consignés et archivés dans un registre par le titulaire.

Ce registre comportera :

- Les dates et résultats des mesurages d'empoussièrement
- Les justificatifs du maintien en état et du renouvellement des moyens de protection
- Les consignations des paramètres de surveillance du chantier
- Les attestations de consignations
- Les rapports des installations et équipements soumis à vérification périodique

Ce classeur est tenu à jour quotidiennement et mis à la disposition de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et de l'ensemble des personnes habilitées.

Mesures à la charge du titulaire

A compter du démarrage de la phase de travaux, l'employeur détermine la fréquence des mesures d'empoussièrement telles que prévues à l'article R. 4412-128.

La stratégie d'échantillonnage sera précisée dans le plan de retrait. Les stratégies seront établies suivant la NF EN ISO 16000-7 et son guide GA X 46-033.

Toutes les mesures d'empoussièrement ci-après sont à charge du titulaire.

L'entrepreneur fera appel (pour les stratégies d'échantillonnage, pour les prélèvements et pour et les analyses de l'air) à un organisme de contrôle accrédité indépendant d'elle.

Toutes les mesures complémentaires liées à un dépassement des niveaux d'empoussièrement seront aux frais exclusifs de l'entreprise titulaire.

Les résultats des mesures seront retransmis au Maître d'Œuvre dès réception de ces derniers par le titulaire.



Mesures initiales (point O)

Mesures PO réalisées avant travaux dans le bâtiment, analysées en microscopie électronique à transmission analytique (META).

Réalisation < à 1 mois avant les travaux.

Niveau d'empoussièrement attendu :  $C < 0$  f/l

Mise en œuvre de dispositions correctives au-dessus de  $C > 2$  f/l

Recherche des sources d'émission de fibre et désamiantage si  $C : > 5$  f/l (compris nouvelles mesures).

Mesures d'empoussièrement en zone

Mesures réalisées en phase travaux (au minima hebdomadairement) dans les zones de retrait et analysées en microscopie électronique à transmission analytique (META), de manière à valider la VLEP.

Niveau d'empoussièrement attendu :  $C < 80$  % valeur empoussièrement (f/l) annoncée dans le plan de retrait du titulaire.

Mise en œuvre de dispositions correctives au-dessus de  $C > 80$  % valeur d'empoussièrement (f/l) annoncée dans le plan de retrait du titulaire.

Arrêt de chantier et modification du mode opératoire si  $C >$  valeur d'empoussièrement (f/l) annoncée dans le plan de retrait du titulaire (compris nouvelles mesures jusqu'à obtentions des bonnes valeurs pour redémarrer le chantier).

Mesures d'empoussièrement dans les sas

Mesures réalisées en phase travaux (au minima hebdomadairement) dans les différents compartiments des sas et analysées en microscopie électronique à transmission analytique (META), de manière à valider la VLEP et l'absence de pollution hors des sas.

Niveau d'empoussièrement attendu :  $C = 0$  f/l.

Mise en œuvre de dispositions correctives au-dessus de  $C > 2$  fl.

Arrêt de chantier et modification du mode opératoire si  $C > 5$  f/l (compris nouvelles mesures jusqu'à obtentions des bonnes valeurs pour redémarrer le chantier).

Mesures d'empoussièrement environnementales

Mesures réalisées en phase travaux (au minima hebdomadairement) dans l'environnement (à proximités des sorties extracteurs) et analysées en microscopie électronique à transmission analytique (META) de manière à s'assurer de l'absence de pollution extérieure.

Niveau d'empoussièrement attendu :  $C = 0$  f/l

Mise en œuvre de disposition correctives au-dessus de  $C > 2$  f/l

Arrêt de chantier et modification du mode opératoire si  $C > 5$  f/l (compris nouvelles mesures jusqu'à obtention des bonnes valeurs pour redémarrer le chantier)

Mesures effluent sas décontamination

Mesures réalisées en phase travaux des eaux évacuées des sas de décontamination et analysées en mesures de Matières En Suspension (MES).

Niveau attendu  $C < 20$  mg/l

Remplacements des filtres si  $C > 20$  mg/l

Arrêt du chantier si  $C > 30$  mg/l (compris nouvelles mesures jusqu'à obtention des bonnes valeurs pour redémarrer le chantier).

Mesures d'empoussièrement de première et de deuxième restitution (libératoires)

Mesures réalisées après désamiantage et après déconfinement dans l'ensemble des zones et analysées en Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) de manière à libérer le chantier

Niveau d'empoussièrement en zone attendu :  $C = 0$  f/l

Mise en œuvre de dispositions correctives au-dessus de  $C > 2$  f/l

Nouveau nettoyage et nouvelle mesure si  $C > 5$  f/l (compris nouvelles mesures jusqu'à obtention des bonnes valeurs pour redémarrer le chantier)

### **III.1.5. Rapport de fin de travaux**

L'entrepreneur doit, conformément aux décrets n°2012-639 et n°2013-594, l'établissement d'un rapport de fin de travaux présentant notamment :

- Tous les résultats laboratoires des mesures d'empoussièrement réalisés,
- Toutes les fiches d'exposition des opérateurs,
- Tous les certificats d'acceptation,
- Tous les bordereaux de suivi des déchets amiantés, etc... conformément aux décrets en vigueur.

### III.2. Déplombage

#### NOTA

1. L'entrepreneur doit le retrait préalable aux travaux de tous les matériaux et produits contenant du plomb présent sur site, dont les concentrations surfaciques en plomb sont supérieures ou égales à 1 mg/cm<sup>2</sup>
2. Tous les travaux respecteront les dispositions du Code du travail,
3. L'entrepreneur aura, avant de remettre son offre, analysé et évalué les risques en fonction de ses processus
4. L'entrepreneur fera toutes les investigations et vérifications nécessaires qu'il juge utile pour la constitution de son offre qui est forfaitaire
5. **Nous rappelons que :**
  - a. **Les valeurs limites moyennes d'expositions aux vapeurs, fumées ou poussières de plomb ne doit jamais dépasser 100µg/m3 d'air inhalé,**
  - b. **Les valeurs limites moyennes d'expositions aux poussières totales sur 8 h ne doit jamais dépasser 10 mg/m3 d'air inhalé,**
  - c. **Les valeurs limites moyennes d'expositions aux poussières alvéolaires sur 8 h ne doit jamais dépasser 5 mg/m3 d'air inhalé.**
  - d. **La valeur limite d'exposition professionnelle sur 8 heures pour le plomb et ses composés ne doit jamais dépasser 0.1 mg/m3 exprimée en plomb métal.**
6. **Tous les intervenants de l'entreprise disposeront d'une qualification spécifique délivrée par un organisme agréé.**

#### III.2.1. **Modes opératoires**

L'entreprise doit l'établissement d'un document spécifique précisant :

- L'analyse des risques et les mesures de préventions,
- Les méthodes d'enlèvement du plomb,
- Les mesures de protections collectives adaptés,
- Les aptitudes médicales des opérateurs,
- Les équipements de protection individuelle du personnel adaptés à la technique,
- Les modes opératoires d'habillage et de décontamination du personnel,
- Les modes de tris, de stockage et d'élimination des déchets,
- Les méthodes et filières d'élimination des déchets et des équipements,
- Les informations-formations des opérateurs.

Ce document sera tenu à disposition dans la base vie du chantier et pourra être consultable à tous moments.

Chaque technique de retrait fera l'objet d'une réflexion complète et détaillée suivant les principes généraux de prévention, incluant entre autres, une analyse des risques.

#### III.2.2. **Préparations**

##### III.2.2.1. Isolement des zones de chantier - Signalisation – balisage

Pour Mémoire : prévu au poste III.1.2.1

### III.2.2.2. Repérages préalables aux travaux

Nous rappelons que le titulaire devra le repérage très visible des matériaux plombés (à l'aide de bombes de peinture ou autre)

### III.2.2.3. Zone de stockage des déchets

Pour Mémoire : prévu au poste III.1.2.3

### III.2.2.4. Installation de décontamination

Les installations de décontamination du personnel, de décontamination des équipements de travail et des déchets seront conformes en tout point au Code du travail.

L'entreprise mettra en œuvre un sas d'entrée et de sortie sur chaque zone à traiter. Cette zone tampon permettra l'accès et la sortie de la zone contaminée en évitant de disperser les poussières à l'extérieur.

Chaque SAS devra disposer de deux locaux aménagés :

- Le premier sera réservé exclusivement au rangement des vêtements de ville,
- Le second sera réservé exclusivement au rangement de travail, ainsi que de douches assurant la communication entre les 2 vestiaires.

Ce second local permettra le dépoussiérage et la dépose de tous les EPI non jetables, le dépoussiérage et mise en sac à déchets des EPI jetables, le nettoyage des semelles des chaussures, l'aspiration et le nettoyage à l'humide des sacs à déchets.

Chaque SAS sera dimensionné et équipé en conséquence.

### III.2.2.5. Protections individuelles

Le choix, l'entretien et la vérification des Equipements de Protections Individuelles (EPI) sera en fonction du type et niveau d'exposition attendu, et des techniques de déplombage.

Des contrôles en cours de chantier seront réalisés.

Tous les EPI seront adaptés aux conditions de l'opération et à la morphologie des travailleurs.

Après chaque utilisation, les consommables seront considérés et traités comme des déchets plombés.

#### Vêtements de protection

Port obligatoire des vêtements de protection réservés à l'usage du retrait du plomb à savoir :

- Combinaisons jetables type 4 avec capuche,
- Gants de protection,
- Chaussures de sécurité,
- Protections auditives...etc

#### Appareils de Protection Respiratoire

Port obligatoire d'un APR, à minima à ventilation assisté THP3.

Avant chaque utilisation, les APR seront vérifiés (contrôle de l'état général, du bon fonctionnement...),

Après chaque utilisation, les APR seront décontaminés.

#### Conditions / suivi

Les conditions de travail et le suivi de l'exposition seront soumis à l'avis du médecin du travail (examen préalable, fiche d'aptitude...)

Une surveillance médicale renforcée des travailleurs sera assurée conformément à l'article R. 4412-160.

### III.2.2.6. Protections des surfaces et confinements

Le titulaire devra la mise en œuvre des systèmes d'isolement complet des zones à traiter pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur.

Le confinement sera constitué d'un film plastique étanche épaisseur 200 microns. Au sol, les films plastiques seront doublés.

### III.2.3. **Retrait de produits contenant du plomb**

#### **NOTA**

1. Le titulaire prendra parfaite connaissance du rapport plomb avant travaux fourni en annexe réalisé par ACTV'EXPERTISE références 25/03/SOYE/0358 en date du 05/03/2025.
2. Le titulaire est en charge de vérifier les quantités définies dans la DPGF en prenant parfaite connaissance du diagnostic plomb fournis en annexe et en se rendant sur les lieux. Aucune plus-value ne sera accordée en cas de problème de quantité.
3. Les descriptions et localisations précises sont fournies dans le rapport plomb fournis en annexe.
4. Les méthodologies de dépose sont au choix et sous la responsabilité de l'entreprise titulaire. Pour chacun des éléments, elles seront conformes aux obligations réglementaires. Elles devront obligatoirement être réalisés comme décrit par le titulaire dans son document spécifique.

La totalité des matériaux plombés est à retirer avant travaux

Les peintures sont en œuvre sur les matériaux suivants :

- Plâtre
- Bois
- Pierre

#### **Exemple de méthodologie d'intervention**

1. Humidification abondante de l'ensemble des ouvrages à déplomber,
2. Aspiration à la source au moyen d'un aspirateur avec filtre très haute efficacité,
3. Dépose intégrale des ouvrages plombés intégrant revêtements, scellements et fixations,
4. Ensachage des déchets dans sacs étanches étiquetés au fur et à mesure de l'avancement
5. Nettoyage fin de travaux à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité par aspiration de la zone de travail
6. Evacuation des déchets sans tarder en centre de traitement appropriés (conformément à l'arrêté du 30 décembre 2002).

Compris toutes sujétions pour une Réalisation suivant les Règles de l'Art et Normes en Vigueur.

#### **Localisation**

Suivant rapport plomb, au rez-de-chaussée : Blocs-portes 1 ou 2 vantaux (8U), plinthes (périphérie du dégagement 2), allège (4U), placard (3U) embrasures fenêtres (5U), habillage mur (7 murs), 1 niche, une cheminée pierre

### III.2.4. Vérifications, analyses, mesures

Le présent poste rémunère tous les contrôles et l'ensembles des analyses en cours de travaux et fin de travaux.

Les mesures initiales et finales sont à la charge de l'entreprise titulaire. Les résultats seront fournis à la Maîtrise d'Ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre dès leurs obtentions.

#### Mesures initiales

En vue d'effectuer une comparaison avec le contrôle d'empoussièrement surfacique final, l'entreprise titulaire doit la réalisation d'un contrôle d'empoussièrement surfacique initial de même nature avant le début des travaux.

#### Mesures finales

Sitôt les travaux de dépose achevés, l'entreprise titulaire doit la réalisation d'un contrôle d'empoussièrement surfacique final sur le sol, de même nature que le contrôle initial.

Les résultats seront comparés à ceux du contrôle préalable aux travaux.

En cas de résultat négatif (taux d'empoussièrement supérieur après nettoyage du chantier qu'avant le chantier), l'entreprise devra procéder à ses frais à une reprise des travaux et/ou au nettoyage des zones concernées et à un nouveau contrôle, et ce autant de fois que nécessaire jusqu'à l'obtention d'un résultat positif.

Niveau attendu : Concentration surfacique des poussières sur le sol :  $C \leq 1000 \mu\text{g}/\text{m}^2$

### III.2.5. Rapport de fin de travaux

L'entrepreneur doit l'établissement d'un rapport de fin de travaux présentant notamment :

- Les descriptions et les détails des travaux réalisés,
- La chronologie des opérations,
- Les récapitulatifs de contrôles et analyses en cours de travaux,
- Tous les résultats des mesures d'empoussièrement réalisés (initiaux et finaux),
- Toutes les fiches d'exposition des opérateurs,
- Tous les certificats d'acceptation,
- Tous les bordereaux de suivi des déchets plombés, etc...
- Toutes autres pièces éventuelles concernant le déroulement des travaux, et conformément aux Normes en vigueur.

### III.3. Installation de chantier

#### POUR MÉMOIRE

Installation de chantier conformément au CCAP, annexes au CCAP et au PGCSPS

Le poste installation de chantier rémunère toutes les prestations liées aux installations de matériel nécessaires à la réalisation des ouvrages aux conditions du marché ainsi qu'aux prestations liées à la coordination de sécurité-santé du chantier, suivant PGCSPS, CCAP et annexes au CCAP.

Cette prestation est intégrée aux prix unitaires du présent lot.